



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**Révisant la liste des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)
dans le département de la Somme**

LE PRÉFET DE LA SOMME

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-6, L.556-2, R.125-41 à R.125-47 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant M. Étienne STOSKOPF, préfet de la Somme à compter du 23 août 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 portant création de Secteurs d'Information sur les Sols complété par l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 15 décembre 2022 proposant la création de SIS sur les communes d'Albert, d'Amiens, d'Arrest, de Corbie, de Dury, de Feuquières-en-Vimeu, de Flixecourt, de L'Étoile, de Pont-de-Metz et de Saleux ;

Vu les consultations des maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale concernés par courrier du 11 janvier 2023 ;

Vu les avis émis par les maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale concernés ;

Vu l'information des propriétaires concernés par les projets de création de Secteurs d'Information sur les Sols par courrier du 2 février 2023 ;

Vu l'absence d'observation du public lors de la consultation électronique sur le site internet des services de l'État dans la Somme entre le 3 mars 2023 et le 3 avril 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juin 2023 proposant la création de SIS sur les communes d'Albert, Arrest, Amiens, Corbie, Dury, Feuquières-en-Vimeu, Flixecourt, L'Étoile, Pont-de-Metz et Saleux ;

Considérant ce qui suit :

1. il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage ;
2. la liste des Secteurs d'Information sur les Sols fait l'objet d'une révision annuelle ;

3. les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés ont été consultés sur les projets de création et de modification de SIS situés sur leur territoire ;
4. Les propriétaires des terrains d'assiette concernés par les projets de création et de modification de Secteurs d'Information sur les Sols ont été informés ;
5. la consultation du public du 3 mars 2023 au 3 avril 2023 qui n'a donné lieu à aucune observation ;
6. les observations des communautés de communes du Vimeu et du Pays du Coquelicot ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme :

ARRÊTE

Article 1.

Conformément aux articles R.125-45 et R.125-47 du code de l'environnement, la liste des Secteurs d'Information sur les Sols du département de la Somme, est complétée par la création des Secteurs d'Information sur les Sols suivants :

- SSP n°40228670101 relatif au site Henri LINE MACHINE OUTILS / Usine des Illieux à ALBERT ;
- SSP n°41168250101 relatif au site FOURNIER ROLAND ET CIE à AMIENS ;
- SSP n°00123000101 relatif au site MEDILINDUSTRY (ex MATIFAS SEHP) à AMIENS ;
- SSP n°6608050101 relatif au site COMAP Industries à ARREST ;
- SSP n°6636120101 relatif au site FTTI (France Tricotage Teinture Impression) à CORBIE ;
- SSP n°6634260101 relatif au site BRENTA à DURY ;
- SSP n°6666600101 relatif au site ECLACHROME à FEUQUIERES-EN-VIMEU ;
- SSP n°41169740101 relatif au site GARAGE CENTRAL DEPOILLY à FLIXECOURT ;
- SSP n°00003800101 relatif au site PETIT et Fils à L'ETOILE ;
- SSP n°6644380101 relatif au site Beun Pierre (Friche Oxygène de Picardie) à PONT-DE-METZ ;
- SSP n°6639200101 relatif au site SAPSA BEDDING (EX PIRELLI) à SALEUX.

Ces Secteurs d'Information sur les Sols sont annexés au présent arrêté préfectoral.

Article 2.

Les SIS mentionnés à l'article 1 sont disponibles à l'adresse suivante <http://georisques.gouv.fr>.

Les SIS définis par le présent arrêté sont annexés au Plan Local d'Urbanisme ou au document d'urbanisme en vigueur des communes concernées.

Article 3.

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes d'Albert, d'Amiens, d'Arrest, de Corbie, de Dury, de Feuquières-en-Vimeu, de Flixecourt, de L'Etoile, de Pont-de-Mets et de Saleux, aux présidents des communautés d'agglomération d'Amiens Métropole et de la Baie de Somme et des communautés de communes de Nièvre et Somme, du Pays du Coquelicot, du Val de Somme et du Vimeu.

Il est affiché pendant un mois au siège des mairies et des établissements publics de coopération intercommunale concernées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de la Somme.

Article 4.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'affichage du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par le biais de l'application informatique « Télécours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5.

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les maires des communes d'Albert, d'Amiens, d'Arras, de Corbie, de Dury, de Feuquières-en-Vimeu, de Flixecourt, de L'Etoile, de Pont-de-Metz et de Saleux, les présidents des communautés d'agglomération d'Amiens Métropole et de la Baie de Somme et des communautés de communes de Nièvre et Somme, du Pays du Coquelicot, du Val de Somme et du Vimeu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le **22 JUIN 2023**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Myriam GARCIA

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS FOURNIER ROLAND ET CIE à AMIENS

Description de l'établissement

Date de dernière mise à jour des informations : 19/08/2022

Nom : FOURNIER ROLAND ET CIE
Adresse : null254 RUE DU FAUBOURG DE HEM
Commune principale : AMIENS (80021)
Communes secondaires : Non renseigné
Activités : 45.11Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
Description : Non renseignée

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 13/10/2022

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP41168250101
Ancien identifiant SIS : Non renseigné
Description¹ :
Le site a accueilli des activités de réparation automobile et de commerce de voitures et véhicules automobiles légers, soumises à déclaration. Les activités ont cessé en 2016 suite au placement de la société FOURNIER ET COMPAGNIE en liquidation judiciaire. La liquidation judiciaire a été clôturée le 25 mars 2022 pour insuffisance d'actifs sans que la procédure de cessation d'activité n'ait été menée à son terme et sans que le site n'ait été régulièrement réhabilité.
Le diagnostic transmis dans le cadre de la cessation d'activité a notamment mis en évidence des impacts dans les sols et les gaz du sol en hydrocarbures, BTEX et naphthalène.
Dans le cadre d'un projet d'aménagement résidentiel, des investigations complémentaires et un plan de gestion ont été réalisés.

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 19/08/2022

Description³ :
La société FOURNIER ET COMPAGNIE a exploité un garage automobile et une station-service 254 rue du Faubourg de Hem à AMIENS. Les installations soumises à déclaration ont été mises à l'arrêt suite au placement en liquidation judiciaire de la société en 2016. Le diagnostic environnemental transmis avec le mémoire de cessation d'activité a mis en évidence des impacts en hydrocarbures totaux, en BTEX et en naphthalène. La liquidation a été clôturée pour insuffisance d'actifs le 25 mars 2022 sans que les compléments demandés au liquidateur (investigations complémentaires, plan de gestion) n'aient été réalisés.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

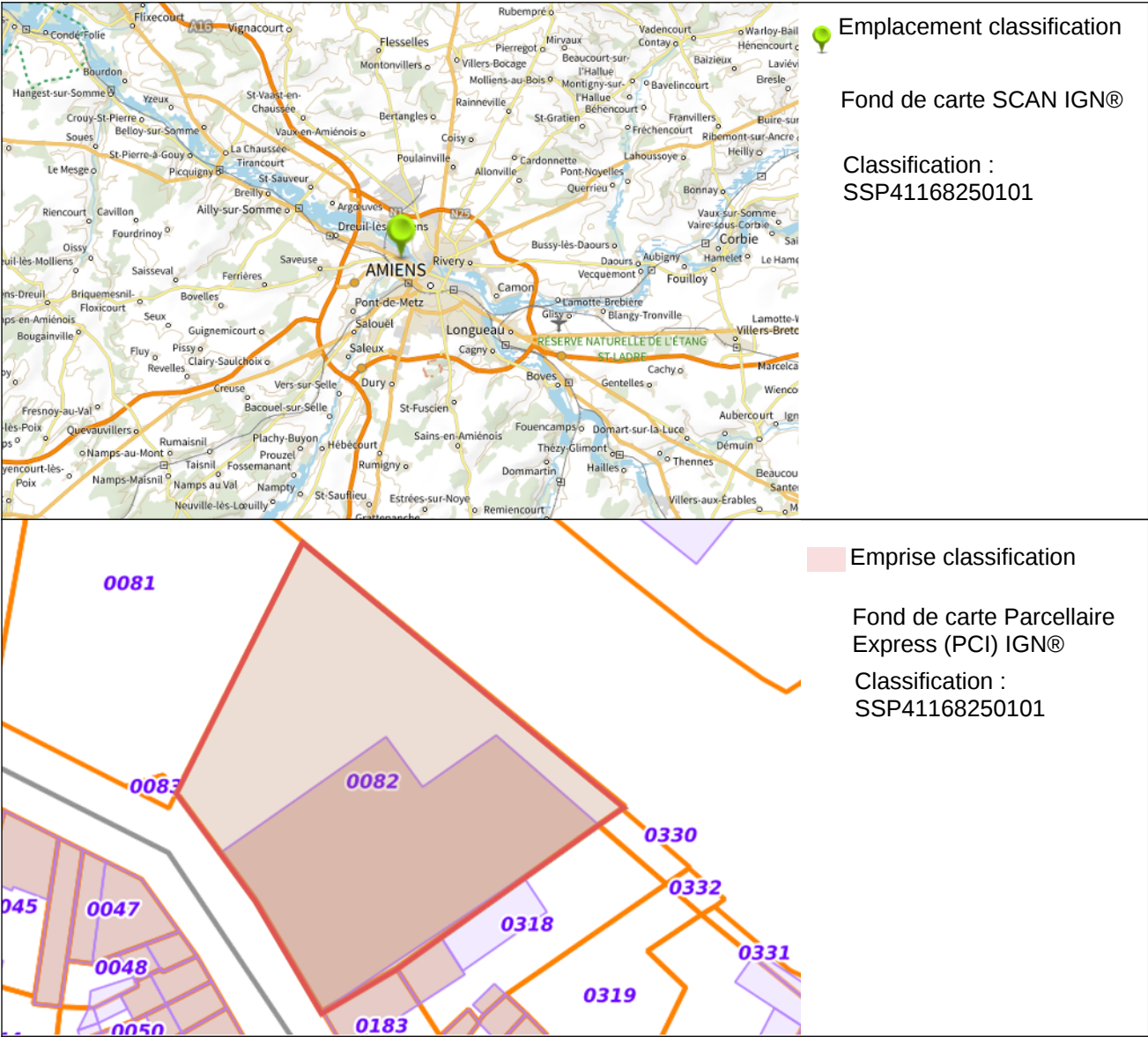
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Amiens	1	VP	0082	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde (Web Mercator) : Long. :253325.08510769226, Lat. :6429552.879040154

Superficie estimée : 2100 m²

- 1 - Pour les établissements renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les établissements créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS MEDILINDUSTRY (ex MATIFAS SEHP) à AMIENS

Description de l'établissement

Date de dernière mise à jour des informations : 26/10/2016

Nom : MEDILINDUSTRY (ex MATIFAS SEHP)

Adresse : 626RUE DE ROUEN

Commune principale : AMIENS (80021)

Communes secondaires : Non renseigné

Activités : Non renseignée

Description : Non renseignée

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 13/10/2022

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00123000101

Ancien identifiant SIS : Non renseigné

Description¹ : La société MEDILINDUSTRY exploitait sur le site une usine de fabrication de mobilier métallique de type hospitalier jusqu'à sa cessation d'activité. Les investigations réalisées ont notamment mis en évidence deux zones sources de pollution, la zone source n°1 avec des impacts en trichloroéthylène, hydrocarbures et HAP et la zone source n°2 avec des impacts en hydrocarbures, HAP et mercure. Des travaux d'excavation ont été réalisés en 2013 pour ces deux sources. A l'issue des travaux, des pollutions résiduelles persistent au droit du site, notamment des impacts en trichloroéthylène dans les gaz du sol au droit de la zone source n°1. Les analyses réalisées dans l'air ambiant des bâtiments et l'analyse des risques résiduels concluent à la compatibilité de ces pollutions résiduelles avec l'aménagement résidentiel.

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 13/10/2022

Description³ : La société MEDILINDUSTRY a exploité sur le site des installations de fabrication de mobilier métallique de type hospitalier, soumises à autorisation. Dans le cadre de la cessation d'activité en 2011, plusieurs diagnostics ont été réalisés. Ils ont notamment mis en évidence 2 sources de pollution :

- la zone source n°1 au droit du bâtiment caractérisée par une pollution en trichloroéthylène et HAP,
- la zone source n°2 au droit du bâtiment 3 caractérisée par une pollution en HAP (naphtalène), hydrocarbures totaux et mercure.

L'arrêté préfectoral du 19 juillet 2012 a prescrit la réalisation de travaux de dépollution et, à l'issue des travaux, la réalisation d'une analyse des risques résiduels.

Ces deux zones ont fait l'objet de travaux d'excavation en mai-juin 2013. Les analyses réalisées à l'issue de ces travaux montrent un impact conséquent en trichloroéthylène dans les gaz du sol, au droit de la zone source n°1 malgré les faibles teneurs mesurées dans les sols en parois et fonds de fouille.

L'analyse des risques résiduels conclut à la compatibilité des pollutions résiduelles avec le projet d'aménagement résidentiel. Les mesures réalisées dans les bâtiments n'ont pas mis en évidence de dépassement des valeurs de référence.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : COHV, solvants chlorés, fréons / Trichloroéthylène

HAP (Hydrocarbures aromatiques, polycycliques, pyrolytiques et dérivés)

Hydrocarbures et indices liés

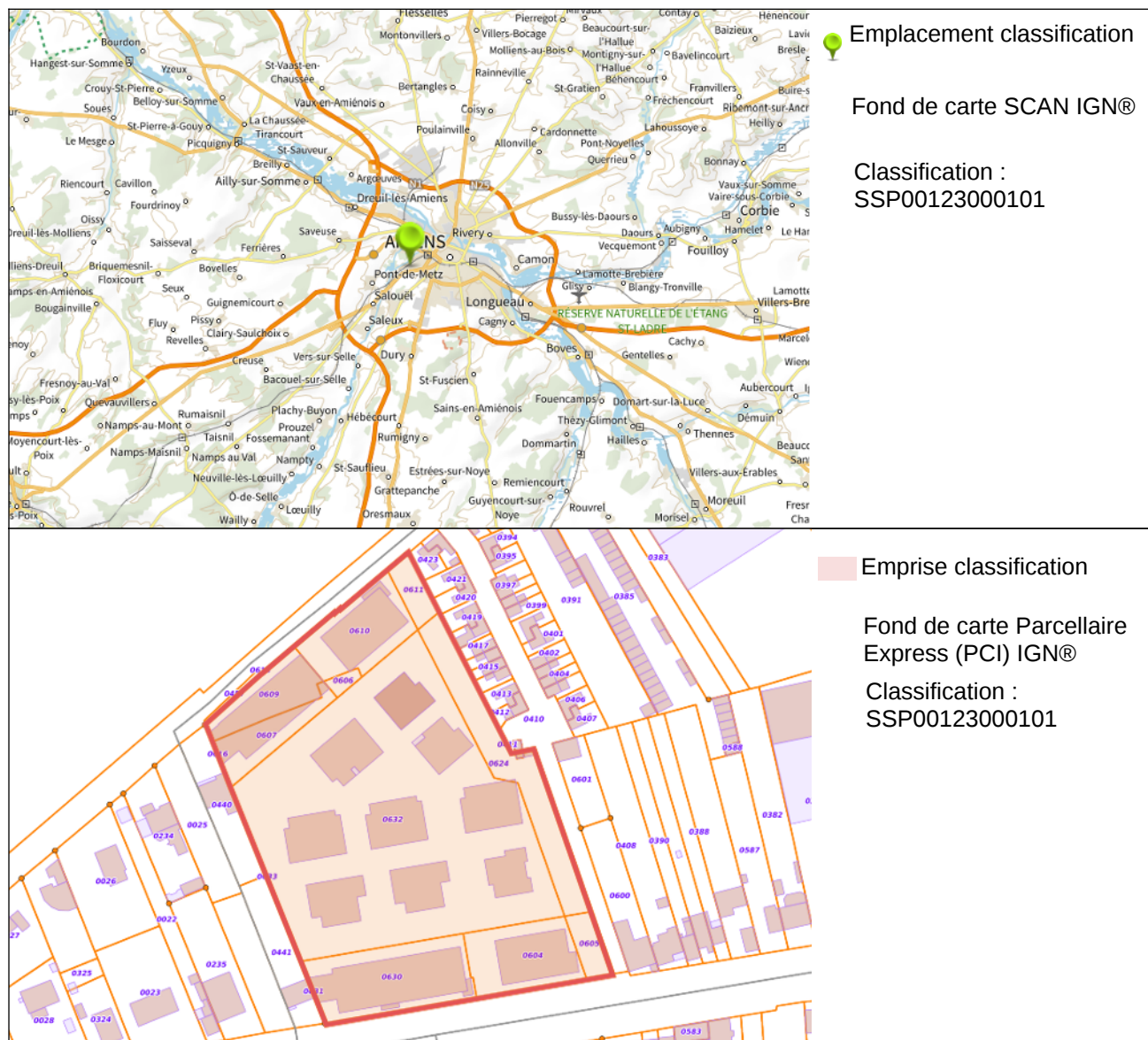
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Amiens	1	HY	0424	80
Amiens	1	HY	0604	80
Amiens	1	HY	0605	80
Amiens	1	HY	0606	80
Amiens	1	HY	0607	80
Amiens	1	HY	0609	80
Amiens	1	HY	0610	80
Amiens	1	HY	0611	80
Amiens	1	HY	0624	80
Amiens	1	HY	0630	80
Amiens	1	HY	0632	80

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde
(Web Mercator) :

Long. :252489.66313747913, Lat. :6426607.447212665

Superficie estimée :

14910 m²

- 1 - Pour les établissements renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
- 2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
- 3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les établissements créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.

Sols pollués

Pour en savoir plus sur les démarches liées aux sites et sols pollués, :
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites-et-sols-pollues>.

Pour télécharger les données et couches SIG au format csv, vous pouvez directement vous rendre sur la page internet <http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php?carte=2®ion=hdfr>

La commune d'Amiens est concernée par 5 secteurs d'information sur les sols (SIS) qui figurent dans l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 :

- * SIS n° 80SIS00986 relatif à l'ancien site LEGUICHARD ;
- * SIS n° 80SIS00989 relatif à l'ancien site SAREME ;
- * SIS n° 80SIS02416 relatif à l'ancien site C&V COSSERAT
- * SIS n° 80SIS04710 relatif à l'ancien site SHELL / Jardin des Peintres ;
- * SIS n° 80SIS06303 relatif à l'ancien site DEBOUVERIE.

La commune d'Amiens compte 16 sites recensés dans la base de données BASOL (Sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) :

Nom du site	Commune principale	Adresse du site
Ets Germain Benoît - Benoît et Co	80090 AMIENS	RUE DE MAI
Ets Germain Benoît - Benoît et Co	80090 AMIENS	RUE DE MAI
Ancien établissement LEGUICHARD	80090 AMIENS	74 RUE DES HUGUENOTS
PRM Peintures	80090 AMIENS	86 RUE MOLIERE
SAREME	80090 AMIENS	RUE ANDRÉ DUROUCHEZ- ZI NORD
C&V COSSERAT	80090 AMIENS	RUE MABERLY
SHELL / Jardin des Peintres	80090	79 ROUTE D"ABBEVILLE

Nom du site	Commune principale	Adresse du site
	AMIENS	
Ancien site DEBOUVERIE (TOTAL)	80090 AMIENS	500 AVENUE DU 14 JUILLET 1789
VALEO	80090 AMIENS	81 AVENUE ROGER DUMOULIN 80009 AMIENS CEDEX 1
AGRATI (ex ACUMENT, TEXTRON Fastenning Systems, BTR Industries)	80090 AMIENS	41 RUE ALEXANDRE DUMAS 80090 AMIENS
WHIRLPOOL FRANCE (SA)	80090 AMIENS	408 ROUTE D"ABBEVILLE 80009 AMIENS BP 0922
Espace Industriel Nord	80090 AMIENS	ESPACE INDUSTRIEL NORD
Centre EDF-GDF Services Pays de Somme	80090 AMIENS	10 RUE MAQUET VION
Domaine de Bonvallet	80090 AMIENS	58 QUAI DE LA SOMME
BOLLORE ENERGIE	80090 AMIENS	RUE DEBAUSSAUX
FAIVELEY	80090 AMIENS	115 RUE ANDRÉ DUROUCHEZ